LES PAYSANS (suite de la page 3)

L'autre tendance, dirons-nous, plus consistante, est celle des gros agrairiens de la C.G.A. et celle des dirigeants de la F.N.S.E.A. qui multiplient les tables rondes avec le gouvernement et incitent les paysans à la modération.

La troisième tendance est celle du Comité National des Jeunes agriculteurs qui a montré son dynamisme et sa résolution. Pour la plupart, ces nouveaux sont d'anciens dirigeants de la Jeunesse Agricole Chrétienne. Ce sont les cadres moyens du Mouvement. Certains sont membres du Parti Socialiste Unifié, ou fortement sympathisants. Leur politique « moderniste » n'est pas sans certaines équivoques, quelquefois graves.

Ils s'inspirent des théorisations de certains dirigeants du P.S.U. qui préconisent une collaboration avec les éléments les plus dynamiques du « néocapitalisme » pour reformer les structures.

Ce qui està déplorer c'est que l'initiative est laissée à ces jeunes agriculteurs à côté desquels, dans l'action, les paysans communistes, à cause de la politique de leur Parti sont bien pâles.

La quatrième tendance, si l'on tient vraiment à conserver ce terme, est représentée par le Comité de Guéret qui domine principalement dans le Midi et surtout dans le Centre. Ce Comité comprend des membres du P.C.F. Il est constitué par des paysans qui exploitent de petites superficies, de type familial très souvent.

Aucune de ces quatre tendances n'exercent de domination sans partage.

IV. — La politique du P.C.F. et les revendications paysannes

Les dirigeants des organisations agricoles, y compris le Comité National des Jeunes paysans réclament la mise en application de la « loi d'orientation » qui a vu le jour au mois de juillet de l'année dernière. C'est le retard dans l'application qui a provoqué le ralliement au mouvement des riches paysans.

Cette loi d'orientation émanant du pouvoir gaulliste est une expression de sa politique générale. Elle a pour objet la concentration dans l'agriculture. Elle favorise en fait les gros contre les moyens et les petits. A ce titre les communistes ne peuvent la soutenir. Ils doivent, loin d'en réclamer l'application rapide, la rejeter. La position du Parti communiste français sur cette question est correcte.

Mais on ne peut se contenter d'avoir une position négative, il faut donner, élaborer des mots d'ordre pour les petits paysans.

S'il faut condamner les projets capitalistes à la campagne, il faut aussi se garder de défendre envers et contre tous les exploitations familiales dont un grand nombre ne sont absolument pas rentables, en raison même de leur superficie et de leur mode d'exploitation.

Le Parti Communiste Français devrait en tenir compte et adapter sa politique. Au contraire, le catalogue de revendications qu'il défend n'est qu'une nomenclature de palliatifs plus ou moins précaires. Le Comité Central qui vient de se réunir a voté une résolution dont nous voulons reproduire le principal passage « Dans l'intérêt supérieur de la France, il faut rétablir au plus tôt une République véritable. **La France a besoin d'une Assemblée nationale souveraine,** reflétant fidèlement le rapport des forces politiques et exprimant vraiment la volonté des masses populaires. C'est ce que notre Parti a mis au centre de son programme de restauration et de rénovation de la démocratie adopté par ses derniers Congrès ». L'Humanité du 29 juin 1961.

Ainsi donc il suffira que les paysans ne rendent aux urnes pour y élire un député ayant un peu plus de pouvoir que son collègue de la V[e] République pour que ces problèmes des rapports entre la ville et la campagne soient résolus.

Si la « démocratie rénovée » apparaît comme une politique à la fois utopique et opportuniste (cf. V.T. du mois de mai) c'est bien en ce moment.

La politique du P.C.F. est une politique de statu-quo à la campagne. Elle doit se replacer dans le cadre plus général de l'orientation du XVI[e] Congrès. La politique du P.C.F. est toujours celle de l'alliance de la classe ouvrière avec une partie de la bourgeoisie, « rénovatrice » et non pas une politique d'union des travailleurs de la ville et des champs.

Il faut porter la lutte de classe au village. Il faut, tout en luttant contre les entreprises capitalistes, appeler les petits paysans à se grouper, à créer des coopératives de production. Ce n'est que par cette forme d'association qu'ils pourront concurrencer les gros producteurs.

Mais ni Thorez à Ambazac, ni Waldeck-Rochet à Saint-Brieuc, ni les orateurs ouvriers aux meetings d'union ouvriers-paysans de Blois, de Montluçon, de St-Nazaire n'ont tenu ce langage.

On comprend pourquoi : une telle orientation suppose une autre ligne que celle de la démocratie rénovée.

Pour terminer sur cette question, il faut ajouter que les coopératives de production dont la constitution s'impose ne vivraient vraiment que si les produits industriels nécessaires à l'agriculture étaient livrés à bon marché, à des conditions intéressantes. Un Etat qui est l'émanation du grand capital, ne peut pas adopter complètement cette orientation. La constitution des coopératives agricoles ne peut se placer que dans le cadre plus général d'un gouvernement des organisations ouvrières adoptant un programme de transition vers le socialisme.

En conclusion

La politique gouvernementale ne réglera rien. Pour un temps peut-être en constituant des stocks, le gouvernement parviendra à éponger certains excédents. Il accordera des crédits pour soutenir les cours, on s'apercevra bientôt de la précarité de ces mesures. Le gouvernement en est bien conscient lui-même. Ce pouvoir, qui a cependant encore une bonne partie de l'opinion publique pour lui (il suffit de constater la différence entre l'accueil réservé à Debré et les applaudissements qui montent vers de Gaulle), n'a résolu aucun des problèmes de la société française. Il s'avance, lentement, sur la voie de la modernisation de l'appareil productif, mais cette lenteur ne parvient pas à éviter la crise dans les couches moyennes sacrifiées, le mécontentement des travailleurs et les difficultés économiques de toute sorte.

La France après trois ans de pouvoirs gaullistes est toujours l'homme malade de l'Europe. Le médecin s'est révélé incompétent ; malgré quelques réussites.

Ce n'est pas un médecin qu'il faut. C'est un fossoyeur, le fossoyeur de la soiciété capitaliste. Il existe, c'est la classe ouvrière, hélas laissée à elle-même, sans perspectives véritables, en raison de la politique du P.C.F.

La colère paysanne aura, cependant, montré que seules les actions décidées, la violence contre le pouvoir le font bouger, l'inquiètent.

Cette idée fera son chemin, elle créera un nouveau climat à la rentrée de septembre qui déjà inquiète de Gaulle assailli par la Révolution algérienne en développement, par le mécontentement ouvrier et la colère paysanne. ,

R. MERLIN.